

AIN DEFLA

# Hausse sensible de la criminalité en 2013

**Si le degré zéro de la criminalité n'est pas envisageable, toute société au fil de son évolution génère ses crimes et délits, il n'en demeure pas moins que plusieurs paramètres indiquent qu'on a enregistré une hausse sensible de certaines formes de criminalité en 2013 par rapport à l'année 2012, dans la wilaya d'Aïn Defla.**

A la lecture du dernier bilan rendu public par les services de la communication de la Sûreté de wilaya d'Aïn Defla, ce sont le nombre de cas de coups et blessures volontaires, qui comparativement, d'une année à l'autre, a presque triplé, passant de 24 cas en 2012 à 69 cas en 2013.

Tout comme a augmenté le nombre de cas d'atteinte au système public de sécurité, à savoir les outrages et autres menaces aux fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, une augmentation traduite par un nombre de cas enregistré qui est passé de 65 en 2012 à 84 en 2013 soit 44,04 % de plus où 140 individus sont impliqués.

Les atteintes à la sécurité des citoyens ne sont pas en reste à cette hausse de la criminalité puisque les chiffres publiés font ressortir un accroissement des vols qualifiés de 52 % et le nombre d'associa-

tions de malfaiteurs qui se sont constituées s'est accru de 34 % en 2013 par rapport à l'année précédente.

Le trafic de drogues, kif traité et autres psychotropes a connu lui aussi une recrudescence sensible puisque des 115 affaires enregistrées en 2012 on est passé à 130 en 2013 à l'issue desquelles il a été saisi 4 284 kg de kif et de 432 comprimés de psychotropes de différents types, trafic où sont impliqués 140 individus.

Selon le rapport publié, les décisions de justice (différents mandats) concernant différentes poursuites engagées, ne restent plus lettres mortes puisque sur les 1 282 individus concernés par ce type de décisions, 1 205 ont été interpellés et remis aux mains de la justice.

Le vol de véhicules légers, qui connaît une certaine recrudescence lui aussi, demeure le

«casse-tête» des services de sécurité et notamment celui de la police qui constate qu'aucun endroit n'est épargné, non seulement en milieu urbain qu'en zone extra-muros, le dernier en date ayant été perpétré à M'Khatia, jeudi dernier.

On explique que ces vols sont de deux types, ceux commis par des bandes organisées ou bien l'œuvre de voleurs itinérants profitant de certaines conjectures de cas comme ces chauffeurs qui abandonnent leurs véhicules en marche, ne serait-ce que pour quelques instants. Dans tous les cas les auteurs de ces vols préfèrent opérer dans des milieux animés où il peuvent agir sans être reconnus ou identifiés, ce n'est pas le cas dans les petits villages où tout le monde connaît tout le monde et où «l'étranger» est vite repéré.

Que deviennent ces véhicules volés ? Rares sont ceux qui sont retrouvés parce qu'ils ne sont pas revendus en l'état. Selon les statistiques, les véhicules les plus ciblés sont les véhicules de location parce que

les clés de mise en marche passent de mains en mains avec possibilité de fabrication de nouvelles chez des serruriers. Par ordre de ciblage des voleurs, il y a lieu de signaler en premier les Symbol suivis des Logan, Accent et autre Campus. Ces véhicules volés sont revendus dans d'autres wilayas où sévit parfois le trafic de falsification de documents administratifs ou surtout, dans les dédales du labyrinthe des marchés florissants et juteux de la casse.

A ce sujet, on indique qu'une vaste enquête a été lancée dont les résultats ne vont pas tarder à tomber.

S'agissant de criminalité toujours parmi les villes les plus touchées, Khemis Miliana, ville la plus peuplée, reste celle qui tient le haut du pavé. On explique cela par le fait de la haute densité de sa population vivant sur le territoire de la commune, celle qui ne fait que transiter et celle qui, dans la journée, vient se livrer à diverses activités. Un autre paramètre adjuvant du phénomène de la criminalité est sa position géographique, au carrefour des

grands axes de circulation Nord-Sud et Est Ouest. La convergence de tous ces paramètres en hausse entraîne indéniablement la hausse de la criminalité. Cependant, il faut ajouter qu'il ne faut pas prendre en considération uniquement les crimes et délits commis mais aussi et surtout le taux des affaires résolues qui, lui, se maintient à un niveau honorable.

On notera aussi qu'à Khemis Miliana, dont le statut est particulier, on assiste à des dérèglements de la vie en société avec à l'origine, un plan de circulation chaotique avec occupation des trottoirs et même des chaussées par le commerce informel, la circulation d'engins bruyants, sources de nuisances, à partir de la tombée de la nuit surtout, des cortèges nuptiaux qui nuisent à la tranquillité des citoyens en quête de repos nocturne, et en toute impunité sans que personne ne vienne rappeler aux uns et aux autres les règles les plus élémentaires de la vie en société. Le manque de civisme semble ainsi avoir de beaux jours devant lui.

Karim O.

## RELOGEMENT DANS LA CAPITALE

# La wali d'Alger veut prendre son temps

**L'opération de relogement aura bien lieu, mais le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, n'avance aucune date. «Celle-ci aura lieu après une étude approfondie des listes des bénéficiaires», a-t-il affirmé. Le wali assure qu'il veut prendre son temps pour éviter que les erreurs du passé se reproduisent.**

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Abdelkader Zoukh ne veut rien faire dans la précipitation concernant la question du relogement, a-t-il soutenu, jeudi, lors d'une visite d'inspection dans quelques circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger. «Nous sommes en train de procéder à une étude très approfondie des listes des bénéficiaires, nous voulons éviter les erreurs du passé. Les logements seront affectés pour les personnes qui sont réellement dans le besoin», a-t-il indiqué. Avant d'ajouter qu'il poursuivra toute personne qui fera commerce de ce type de logements. «Ils auront affaire à moi, les personnes qui font dans le business de ce type de logements», a-t-il averti. Pour

rappel, la wilaya d'Alger dispose d'un programme de construction de 35 000 logements sociaux destinés à lutter contre les bidonvilles, dont 20 000 sont fin prêts à la distribution. Par ailleurs, lors d'une réunion avec les élus locaux de la circonscription de Hussein Dey, le wali d'Alger a exhorté ces derniers à être à cheval sur l'hygiène de l'environnement de leurs communes et de trouver des solutions au problème du ramassage des déchets ménagers qui gangrène les villes

d'Alger. Zoukh a rappelé que les centres d'enfouissements techniques travaillent 24h/24h et il n'y a donc pas lieu de laisser les déchets ménagers débordés. Soulignons qu'Extranet, une société de ramassage de déchets ménagers, mise en service au début du mois en cours par les services de la wilaya d'Alger pour soutenir l'entreprise Net com, se chargera d'une collecte quotidienne de 2 000 tonnes de déchets dans 29 communes de la capitale. Par ailleurs, le wali d'Alger, qui a

écouté les doléances des P/APC qui s'articulent essentiellement autour du logement social et du vieux bâti, a annoncé que des mesures seront prises incessamment pour réhabiliter le vieux bâti.

S. A.

## Un réseau national de trafic de drogue démantelé à Tizi-Ouzou

Partis pour une enquête somme toute routinière, destinée à mettre fin à l'activité d'un dealer local, les policiers de la Sûreté de daïra de Tizi-Gheniff, à une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, ont finalement eu la surprise de tomber sur un véritable réseau qui plus est d'envergure nationale. De fil en aiguille, les enquêteurs ont progressé jusqu'à démanteler une organisation constituée de cinq individus activant dans le commerce de la drogue entre Tizi-Ouzou, Tlemcen et Blida, annonçait hier la Sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou. Les recherches ont permis aux policiers de récupérer 14 kilos et demi de kif traité, destinés à la commercialisation alors que le quintet de trafiquants a été présenté, mercredi dernier, devant le parquet de Tizi-Ouzou et placé en détention préventive.

A. M.

## BOUIRA

# Les œuvres sociales de l'éducation sont iniques

**L'affichage, ces derniers jours, de la liste des bénéficiaires des crédits à la consommation alloués par les œuvres sociales aux fonctionnaires de l'éducation n'a pas manqué de relever une certaine injustice dans le traitement des dossiers.**

Les crédits à la consommation accordés par la Direction des œuvres sociales sont sous forme de crédits bonifiés ; allant de 45 millions de centimes pour l'achat d'un véhicule à 50 millions pour financer un projet immobilier. Ils concernent l'ensemble des fonctionnaires de l'éducation qui, dès l'ouverture des bureaux d'inscription en mars dernier, se sont rués pour déposer leurs dossiers. Pourtant, et dès les premiers affichages de candidats éligibles, le constat fut amer pour bon nombre de jeunes fonctionnaires mis en queue de liste pour leur

manque de points.

«Pour être sélectionné et bénéficier vraiment de ces crédits, il faut cumuler beaucoup d'années de travail, avoir des enfants et un conjoint dans le même secteur ajoute encore plus de chances; un point par année, un point par enfant et un point en cas de conjoint dans l'enseignement, tels sont les critères décidés par nos responsables», nous dira un employé du bureau de Bouira.

Pourtant, et avec les recrutements de nouveaux enseignants, la moyenne d'âge dans le domai-

ne baisse de plus en plus et ces critères semblent discriminatoires et injustes pour bon nombre d'entre eux, trop jeunes pour bénéficier de ces aides dont ils ont pourtant besoin. «J'ai cinq ans d'expérience et je suis célibataire, donc pas la peine de vous dire que ma candidature était perdue d'avance. J'estime que les critères de sélection doivent être remis en cause car ils ne prennent pas en compte les vrais besoins des fonctionnaires, un jeune a autant le droit de vouloir construire sa vie que son aîné qui, souvent, a eu tout le temps de le faire. Car il y a une autre injustice à relever; beaucoup de profs et de fonctionnaires sélectionnés possèdent déjà un ou plusieurs véhicules et

cette aide, ils la donnent à de tierces personnes n'ayant aucun rapport avec l'enseignement. Il est injuste de priver tous les jeunes parce qu'ils sont simplement célibataires ou pas encore ancien !», confiera un enseignant de la wilaya.

Ainsi, et si ces services sont censés apporter une aide sociale à ceux et celles qui ne peuvent se payer un véhicule ou un logement, ils ne font en réalité que creuser un autre fossé entre les citoyens d'un même pays et d'une même fonction semant à tout-va frustration, et jalousie sans pour autant relever efficacement le niveau de vie des fonctionnaires du secteur.

Katya Kaci